

Questions orales

dans leur pays. Les Canadiens disent la même chose. Les Innu savent que si ce centre est approuvé, le nombre de vols à basse altitude passera de 7 000 à 40 000 par an.

Le monde évolue plus rapidement que le gouvernement. Nous avons vu se produire des changements spectaculaires en Europe de l'Est et en Union soviétique. Le ministre a-t-il effectué un examen interne approfondi de l'à-propos d'un centre pour avions d'appui tactique à Goose Bay et des vols à basse altitude? Riment-ils encore à quelque chose dans les années 90?

L'hon. Bill McKnight (ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, tant que les hommes et les femmes qui servent dans les Forces canadiennes devront effectuer des vols à basse altitude, ils auront besoin d'un centre pour s'entraîner. Tant que nos alliés de l'OTAN compteront sur les vols à basse altitude pour se défendre, il faudra former des pilotes.

L'OTAN a présenté une offre visant à établir un centre de formation. Deux pays de l'Alliance ont déclaré qu'ils essaieraient de l'accepter. Si l'OTAN continue d'offrir la base de formation pour avions d'appui tactique à la Turquie et au Canada, nous devons évaluer, comme nous l'avons déjà fait dans le cadre de l'étude d'impact écologique et d'autres activités qui se déroulent actuellement, les options dont dispose le Canada en l'occurrence.

• (1430)

[Français]

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, je désire poser une question supplémentaire au vice-premier ministre.

Les vols à basse altitude augmenteront de 7 000 à 40 000 par année si le Canada accepte le Centre de l'OTAN.

Étant donné les doutes qu'ont soulevés plusieurs experts sur les effets des vols à basse altitude sur l'environnement, le vice-premier ministre voudrait-il recommander au ministre de la Défense nationale d'arrêter tous les vols à basse altitude jusqu'à ce qu'une nouvelle étude indépendante soit faite?

[Traduction]

L'hon. Bill McKnight (ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, tout ce que je puis dire, c'est que la question qui a été posée en français recevra la même réponse en anglais. Non.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur le Président, je pose ma question au ministre de l'Agriculture.

Je cite pour commencer les paroles de son prédécesseur, l'honorable John Wise, qui a eu l'intelligence d'abandonner son siège avant qu'elles ne lui retombent sur le nez. Il a dit: «Les avantages seront extraordinaires pour les agriculteurs canadiens si nous réussissons à négocier un nouvel accord commercial avec les États-Unis.» Il a ajouté: «L'accord doit une fois pour toutes régir les obstacles techniques pour qu'ils ne soient pas des entraves au commerce, et il doit mieux garantir au Canada l'accès à notre plus grand marché de produits agricoles.»

Le ministre a reconnu vendredi, dans son discours devant le Conseil canadien des viandes, que l'accord commercial est un marché de dupes et un échec. Il dit que l'accord a provoqué encore plus de harcèlement de la part des Américains qui s'emparent des marchés des Canadiens grâce à leurs programmes de subventions à l'exportation et qu'il nous faut, par conséquent, un nouvel arsenal pour leur faire concurrence.

Maintenant que le ministre admet que l'Accord de libre-échange est un échec, que vont-ils faire, lui et son gouvernement? Quand passeront-ils des belles paroles aux actes pour nous débarrasser de cet accord?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je n'ai jamais dit que l'Accord de libre-échange ne produisait pas de résultats. Il en produit. Un mécanisme est prévu pour résoudre les différends.

Nous sommes en réalité deux des plus grandes nations commerçantes du monde, et il est inévitable que des problèmes surviennent de temps à autre. Nous avons maintenant un mécanisme pour les résoudre.

Nous disons simplement que nous allons nous servir des moyens à notre disposition qu'offrent l'Accord de libre-échange et d'autres mécanismes afin de veiller à ce que soient toujours respectés les intérêts de l'agriculture canadienne et des agriculteurs canadiens.

Le député sait très bien que c'est la guerre en ce moment entre la Communauté européenne et les États-Unis d'Amérique. La Communauté européenne subventionne généreusement les céréales et les oléagineux. De grande importatrice de céréales, elle en est devenue la